



« Le Monde des livres »

- Le beau voyage de Jean-Paul Kauffmann
- Clint Eastwood, côté ombre
- Claude Hagège, l'amoureux des langues

Des milliers de manuscrits sur Internet

Culture page 19

Vendredi 24 avril 2009 - 65^e année - N°19983 - 1,40 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr -

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

Un milliard d'euros pour tenter d'endiguer le chômage des jeunes

- Le gouvernement veut doubler le nombre de contrats de professionnalisation pour les moins de 26 ans
- Après Continental, Caterpillar et Molex, Freescale annonce à son tour de très nombreux licenciements

Alors que le chômage devrait connaître une forte hausse - l'annonce par l'américain Freescale (ex-Motorola) de la suppression de plusieurs centaines d'emplois dans l'agglomération toulousaine montre que les restructurations n'ont pas toutes été annoncées -, le gouvernement tente de répondre à l'inquiétude des jeunes, principales victimes de la dégradation de l'emploi.

Les mesures qui devraient être présentées par Nicolas Sarkozy, vendredi 24 avril, reposeraient essentiellement sur un développement du contrat de professionnalisation, une formule qui permet, depuis 2004, à des jeunes de concilier formation et insertion professionnelle. L'objectif du gouvernement est de doubler le nombre de bénéficiaires. Un milliard d'euros devrait être consacré à ce dispositif et à d'autres mesures plus ponctuelles.

Il y a urgence : alors que Laurence Parisot, présidente du Medef, et Christine Lagarde, ministre de l'économie, ont, ces derniers jours, mis l'accent sur les quelques signaux positifs qu'elles entrevoyaient, les projections du FMI pour la France, - 3 % de croissance en 2009, ont fait l'effet d'une douche froide. Le premier ministre, François Fillon, a dû reconnaître, mercredi 22 avril, que les prévisions gouvernementales péchaient sans doute par optimisme.

- **Politique de l'emploi** : plus de trente ans de tâtonnements. P. 9
- **Témoignages** : jeunes, donc en situation précaire ? P. 15
- **Plan social** : Freescale (ex-Motorola) annonce 800 suppressions d'emplois à Toulouse. P. 11
- **Expertises** : les séquestrations de dirigeants vues par Claude-Emmanuel Triomphe, expert des relations sociales, et François Galichet, philosophe. P. 11 et 16

Pour l'économie mondiale, 2009 s'annonce de plus en plus mal

Le Fonds monétaire international a présenté, mercredi 22 avril, des prévisions encore revues à la baisse : en 2009, l'économie mondiale devrait reculer de 1,3 %, tirée vers le bas par les pays développés (- 3,8 %), tandis que les économies émergentes et en développement résisteraient (+ 1,6 %).

Le FMI annonce aussi une baisse du commerce mondial de 11 %, particulièrement néfaste aux pays exportateurs de matières premières comme la Russie (- 6 %) ou de produits manufacturés comme le Japon (- 6,2 %) et l'Allemagne (- 5,6 %).

Tous ces chiffres annoncent, pour les pays développés, la pire récession depuis 1945. Ce qui a poussé le gouvernement britannique à présenter, mercredi 22 avril, un budget 2009-2010 de rigueur qui prévoit notamment une hausse de la pression fiscale sur les hauts revenus.

Lire pages 8, 13 et l'éditorial page 2

PRÉVISIONS DU FMI POUR LA CROISSANCE DU PIB EN 2009 variation annuelle, en %

Chine	+ 6,5
Monde	- 1,3
Brésil	- 1,3
Etats-Unis	- 2,8
France	- 3,0
Royaume-Uni	- 4,1
Zone euro	- 4,2
Allemagne	- 5,6
Russie	- 6,0
Japon	- 6,2

Acheter sur Internet ou en agence : le banc d'essai

Consommation Pour louer une voiture ou acheter un billet d'avion, faut-il s'adresser à une agence ou réserver en ligne ? *Le Monde* a comparé les tarifs et les services : l'achat sur Internet est souvent plus avantageux, mais, pour certaines prestations, le conseil d'un spécialiste reste irremplaçable. P. 21

La lutte internationale contre la piraterie relance les initiatives pour aider la Somalie

■ Une conférence réunie à Bruxelles étudie les moyens de restaurer la sécurité

Bruxelles, Nairobi
Correspondants

Il a fallu l'irruption de ces gueux des mers, les pirates somaliens, lancés dans une nouvelle saison de chasse aux bateaux au large du seul pays au monde privé d'Etat depuis dix-huit ans, pour que la Somalie suscite à nouveau intérêt et inquiétude.

La conférence consacrée à ce pays de la Corne de l'Afrique, qui s'ouvre jeudi 23 avril à Bruxelles, devait initialement être une simple réunion de bailleurs de

fonds. Explosion de la piraterie oblige, elle sera finalement coprésidée par Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies, et Jean Ping, président de la Commission de l'Union africaine, et ses ambitions ont été revues à la hausse. Il s'agit maintenant d'appuyer financièrement et politiquement les forces susceptibles de restaurer, à terre, la sécurité, avec pour objectif de s'attaquer ainsi aux racines du mal qui sévit dans le golfe d'Aden et l'océan Indien.

A la veille de la réunion de Bruxelles, alors que croisent, au large des 3 100 kilomètres de côtes somaliennes, dans une

zone vaste comme cinq fois la France, la vingtaine de bâtiments d'une force internationale, José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, insiste : « Il serait erroné de limiter à une intervention militaire la réponse à la piraterie. » Il n'y aura pas de force internationale nouvelle sur le sol somalien. Même une coordination entre les différentes unités sur terre et sur mer, envisagée un moment, reste dans les limbes.

Jean-Pierre Stroobants et Jean-Philippe Rémy
► Lire la suite page 5

L'Afrique du Sud croquée par Zapiro

Portrait Jonathan Shapiro, dit « Zapiro », est le caricaturiste le plus célèbre d'Afrique du Sud. Le leader de l'ANC, Jacob Zuma, vainqueur

attendu des élections du 22 avril, est devenu l'une de ses cibles préférées. Ainsi, depuis que M. Zuma a affirmé avoir éloigné les risques de

contamination du sida grâce à une douche, Zapiro le dessine avec un pommeau au-dessus de la tête. Les deux hommes sont en procès. P. 17



« Je n'en ai jamais conduit une comme ça », s'écrit l'actuel chef de l'Etat, Kgalema Motlanthe, au volant de la voiture présidentielle, tandis que son probable successeur, Jacob Zuma, s'irrite : « N'oublie pas à qui elle appartient ! » Derrière, l'ANC demande : « On est arrivés ? »

ZAPIRO. « THE SUNDAY TIMES », JOHANNESBURG, SOUTH AFRICA/CARTOONARTS INTERNATIONAL/« THE NEW YORK TIMES » SYNDICATE

Demain dans Le Monde

« **Le Monde 2** » Imaginons Paris en 2030 : les projets d'architectes qui seront présentés le 29 avril ; l'œil des dessinateurs Tardi et Schuiten

Culture Quatre pages spéciales sur l'exposition « La force de l'art » au Grand Palais, à Paris : l'état des lieux de la création contemporaine en France



Dominique Sylvain

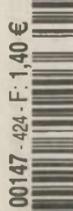
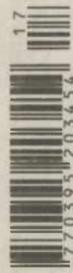
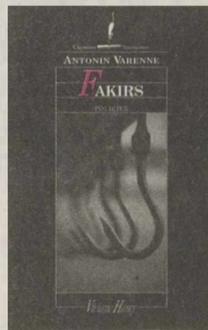
« Un style qui lui permet de dépasser les lois du genre policier. »

Philippe Lefait, *Le Magazine Littéraire*

Antonin Varenne

« Un auteur inconnu qui ne devrait pas le rester longtemps. »

Gérard Meudal, *Le Monde des Livres*



Editorial

Récession

Que n'a-t-on entendu depuis des mois ? Oiseaux de mauvais augure, les médias auraient forcé le trait, nourri l'inquiétude, alimenté la « psychose » collective et, pour un peu, inventé une crise mondiale pour en faire leurs choux gras. Bref, la presse est tellement habituée à s'entendre reprocher son catastrophisme intéressé qu'on serait presque soulagé par les dernières nouvelles du front économique.

Dieu sait pourtant si elles sont mauvaises. A Londres, le gouvernement de Gordon Brown a présenté, mercredi 22 avril, un budget « de guerre » : injection massive d'argent public pour soutenir l'économie, déficit public historique en temps de paix (12,4 % du PIB, soit un doublement en un an), explosion de la dette britannique dans les trois ans à venir et pression fiscale vigoureusement renforcée sur les hauts revenus. C'est « le retour de la lutte des classes », titre le *Daily Telegraph*. A tout le moins, la fin de l'idylle de ces quinze dernières années entre les travaillistes et la City. Au point que le spectre d'une intervention du Fonds monétaire international (FMI) plane sur Londres, comme en 1976.

A Washington, ce sont les nouvelles prévisions du FMI qui ont fait l'effet d'une douche froide. En janvier encore, le Fonds tablait sur une légère progression, de 0,5 %, de la croissance mondiale. Il prévoit désormais pour 2009 un recul de 1,3 %, la croissance chinoise (+ 6,5 %) et indienne (+ 4,5 %) ne compensant plus la récession dans les autres pays, y compris aux Etats-Unis (- 2,8 %). Les perspectives sont particulièrement sombres en Europe, avec un recul de la croissance de 4,2 % dans la zone euro, et jusqu'à - 5,6 % en Allemagne.

A Paris, enfin, si la ministre de l'économie, Christine Lagarde, voit des « signaux positifs » dans l'automobile et l'immobilier, si le ministre du budget, Eric Woerth, estime que « la pente du toboggan commence à s'adoucir », le premier ministre, François Fillon, semble plus proche de la réalité quand il pronostique une « récession forte » cette année : une baisse de 3 % de la croissance, selon le FMI, et un chômage qui devrait repasser la barre des 10 % de la population active.

Nul doute que ce scénario noir va relancer le débat sur les choix économiques du gouvernement, quelques jours avant la mobilisation du 1^{er} Mai. L'orthodoxie budgétaire (relative) à laquelle il se tient n'est-elle pas contestée, jusque dans la majorité, par tous ceux qui le pressent d'adopter, par l'impôt et la dépense publique, des mesures de relance plus vigoureuses. Et nous en sommes. ■

Société éditrice du « Monde » SA

Président du directoire, directeur de la publication :

Eric Fottorino

Vice-président, directeur général : David Guiraud

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur du « Monde » : Eric Fottorino

Directeur adjoint : Laurent Greilsamer

Editeur : Michel Sfeir

Directeur de la rédaction : Alain Frachon

Directeur adjoint de la rédaction : Jacques Buob

Directeur éditorial : Gérard Courtios

Rédacteurs en chef : Michel Kajman, Frédéric Lemaître,

Franck Nouchi (« Le Monde 2 ») et Isabelle Talès

Chef d'édition : Françoise Tovo

Directeur artistique : Quentin Leeds

Veille de l'information : Eric Azan

Secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco

Médiatrice : Véronique Maurus

Conseil de surveillance : Louis Schweitzer, président

Jean-Pierre Tuquoy, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985),

André Fontaine (1985-1994), Jacques Lesourne (1991-1994),

Jean-Marie Colombani (1994-2007)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000.

Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA

Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13

Tel. 01 57 28 20 00 - télécopieur 01 57 28 21 21

Courrier des lecteurs : par télécopie 01 57 28 21 74

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

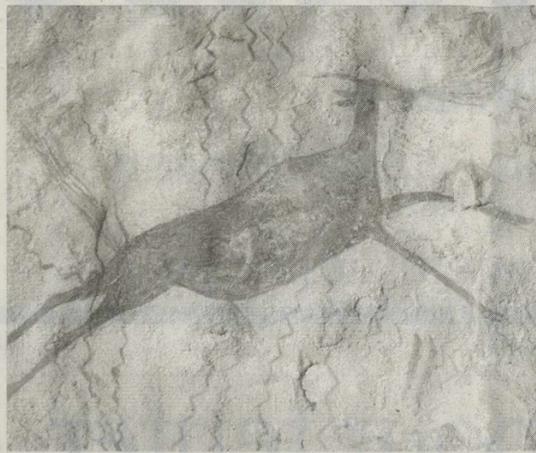
Abonnements : par téléphone : de France 0 825 000 778

(0,15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3 44 31 80 48

Sur Internet : www.lemonde.fr/abonjournal

Changement d'adresse et suspension : 0 825 022 021 (0,15 TTC/min)

L'actualité sur lemonde.fr



BNM

Trésors de bibliothèques

L'Unesco a lancé, mardi 21 avril, la Bibliothèque numérique mondiale. Ce site permet de consulter gratuitement livres, cartes ou films tirés de bibliothèques nationales du monde entier. L'un des plus anciens documents est une peinture, vieille de huit mille ans, représentant une antilope ensanglantée.

Déclarer ses impôts en ligne ?

« Faut-il avoir peur des impôts en ligne ? », interroge le blog « Bug Brother », qui rappelle que « pour relancer la machine à télédéclarer (pour la première fois, en huit ans, le nombre de déclarations d'impôts, sur l'Internet, avait étonnamment stagné l'an passé), et résoudre les problèmes rencontrés par les internautes », le ministère du budget a simplifié la procédure, qui sera lancée lundi 27 avril. « Oui, la télédéclaration peut faire peur », relève le blog, tout en rappelant que « le montant de vos impôts est un secret de polichinelle : il est en effet possible à toute personne résidant dans votre commune de consulter le montant de

vos revenus imposables, et de vos impôts ». Le blog incite donc « les parents réticents, ou méfiants, et notamment ceux qui s'estiment largués par l'Internet, de proposer à leurs adolescents d'effectuer leur déclaration de revenus à leur place ».

Rendez-vous

Débat en direct vendredi 24 avril, à 10 h 30, avec le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Bruno Le Maire : « Elections européennes : la droite peut-elle perdre ? »

Débat en direct avec Corine Lesnes, correspondante du Monde à Washington, mercredi 29 avril, à 16 heures : « Barack Obama déçoit-il les Américains ? »

Le « 60 secondes » : chaque jour à 13 heures, le « JT » version Web, avec les trois temps forts de la journée : l'image, la phrase et l'objet trouvé.

Trois mois après la guerre, qui se souvient de Gaza ?

Trois mois après la fin de la guerre, le 18 janvier, la bande de Gaza est retombée dans l'oubli. Pour les 1,5 million d'habitants, la situation est exactement la même que celle qui prévalait au lendemain de l'opération « Plomb durci ». Les points de passage restent hermétiquement fermés. La frontière avec l'Egypte est close. Chaque jour, les autorités israéliennes permettent l'approvisionnement de produits de première nécessité au moyen d'une centaine de camions ainsi que le transfert de carburant pour que la population puisse survivre.

Selon un rapport de l'ONU, « la qualité et la quantité sont insuffisantes au regard des besoins. Le fioul industriel et le gaz pour la cuisine ne représentent respectivement que 70 % et 25 % des besoins ».

Face aux protestations des Etats-Unis et de l'Union européenne, Ehoud Olmert, alors premier ministre, avait décidé que certaines denrées alimentaires – fromage, pommes de terre, jus de fruit, pâtes – pourraient désormais être autorisées à franchir l'imperméable clôture de sécurité.

En raison de la dégradation de la situation, John Ging, directeur de l'Unrwa, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, a lancé, le 3 avril, un appel pour la réouverture des frontières, estimant que « les quantités qu'Israël laisse entrer sont absolument et totalement inadéquates ». « Cela a un effet particulièrement dévastateur sur l'état physique et l'état d'esprit de la population », avait-il ajouté.

Dans le compte rendu hebdomadaire de l'Office de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) pour la semaine du 8 au 14 avril, il est indiqué que 132 000 personnes n'ont toujours pas accès à l'eau courante. Parmi elles, 100 000 ne peuvent s'approvisionner que tous les deux ou trois jours et 32 000 n'ont aucun accès. Les diarrhées et les hépatites virales ont considérablement augmenté au cours des quatorze premières semaines de cette année.

De surcroît, les matériaux de construction, le ciment, le fer, les pièces détachées

Analyse

Michel Bôle-Richard

Correspondant à Jérusalem

ne peuvent toujours pas pénétrer dans la bande de Gaza. Ce qui signifie qu'après trois semaines de bombardements, les choses sont restées en l'état, qu'aucune reconstruction n'a pu être entreprise, que les sans-abri vivent toujours sous des tentes. Quatre mille maisons ont été détruites et des milliers d'autres endommagées. On estime à environ 120 000 le nombre de personnes directement affectées par les destructions massives. L'activité économique est totalement paralysée.

Le jour du cessez-le-feu, le 18 janvier, une nouvelle donne était annoncée. On l'attend toujours

Les Gazaouis attendent toujours que les choses bougent. Mais depuis la conférence de Charm el-Cheikh, le 2 mars, au cours de laquelle 80 pays et organisations ont adopté un plan de reconstruction pour lequel 4,5 milliards de dollars d'aide ont été promis, rien ne s'est produit. « Nous appelons à l'ouverture immédiate, totale et inconditionnelle de tous les points de passage », avait pourtant enjoint le communiqué final de cette conférence.

Israël a posé deux conditions : la libération du caporal Gilad Shalit, séquestré depuis le 25 juin 2006, et le refus que cette aide internationale soit versée à Hamas qui détient le pouvoir dans la bande de Gaza depuis la mi-juin 2007.

Les tentatives de réconciliation entre le mouvement islamiste et son rival du Fatah ont jusqu'à présent échoué en dépit

des efforts du médiateur égyptien.

Une troisième réunion entre le Fatah et le Hamas pourrait avoir lieu, fin avril, mais les positions des deux frères ennemis sont toujours très éloignées l'une de l'autre et la constitution d'un gouvernement d'unité nationale pouvant permettre la reconstruction et la préparation d'élections législatives et présidentielle, au début de 2010, apparaît pour le moment totalement illusoire. Les deux camps s'accusent mutuellement de pourchasser, d'emprisonner et de torturer les militants. Ils se renvoient les accusations d'intransigeance.

Pendant ce temps, les Gazaouis se demandent jusqu'à quand va se poursuivre leur descente aux enfers. Depuis la victoire du Hamas aux élections du 25 janvier 2006 et l'imposition de sanctions par Israël et la communauté internationale, le blocus n'a cessé de se renforcer et les conditions de vie n'ont cessé de se dégrader. Il y a toujours des accrochages meurtriers entre soldats israéliens et les membres des organisations armées. Mais les tirs de roquettes en direction du sud d'Israël se sont considérablement espacés. La situation s'est stabilisée.

Après trois mois de vie clandestine, Ismail Haniyeh, premier ministre du Hamas, a fait, vendredi 17 avril, sa première réapparition publique. Le signe d'une normalisation ? Mais quelle normalisation ? Le jour même de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 18 janvier, six chefs d'Etat et de gouvernement européens dont Nicolas Sarkozy, Angela Merkel et Gordon Brown s'étaient retrouvés pour un dîner à la résidence de M. Olmert, à Jérusalem, après un sommet improvisé à Charm el-Cheikh.

M. Olmert les avait félicités pour « leur soutien extraordinaire et leur préoccupation pour la sécurité d'Israël ». Tout le monde s'était réjoui de la fin des combats. Tout le monde avait souhaité une nouvelle donne. On l'attend toujours. ■

Courriel : bole.richard@lemonde.fr

Il y a 50 ans dans Le Monde

Grandes manœuvres autour de l'Iran

LA CAMPAGNE d'invectives lancée contre l'Iran par la propagande soviétique atteint une extrême violence. Les rapports parvenus à Téhéran font état de bases aériennes construites à proximité de la frontière persane et abritant des escadrilles de Mig.

En un mot, le blocus de l'Iran se fait chaque jour plus étroit. Les seules voies de communication terrestres avec des pays amis sont les régions kurdes vers la Turquie, les zones d'insécurité béloûches vers le Pakistan.

Dans cette situation le chah avait à choisir : ou bien priver l'URSS de tout nou-

veau prétexte en suivant une politique de stricte neutralité, ou bien chercher la protection directe des Américains. C'est cette dernière éventualité qu'il a adoptée.

Le calcul du souverain s'explique aisément : si les Russes ont l'intention d'accentuer leur pression sur Téhéran, ils le feront, quelle que soit l'attitude des autorités iraniennes. Le seul moyen de les faire hésiter, c'est, estime le chah, de lier le sort du pays à une intervention armée des Etats-Unis, c'est-à-dire de subordonner une action russe, au risque d'une guerre mondiale.

Pour le moment d'ailleurs le danger

est beaucoup plus théorique que réel. Les autorités iraniennes continuent, malgré les apparences, à ménager l'URSS.

De leur côté les Russes ne font pas véritablement d'efforts pour renverser le régime.

Le but recherché par Moscou semble clair. A l'approche de la conférence « au sommet », il s'agit de remuer, l'un après l'autre, les secteurs de la guerre froide : suffisamment pour qu'ils soient inclus dans l'ordre du jour de la réunion, pas assez pour qu'ils risquent de faire annuler cette dernière. ■

(24 avril 1959.)

Chronique

La peur du vide

D'un semestre à l'autre, le contraste est saisissant. Après « l'omniprésidence » Sarkozy, l'Union européenne court tel un canard sans tête depuis la chute du gouvernement tchèque. Le président en exercice des Vingt-Sept, Mirek Topolánek, renversé en mars par une motion de censure, cédera la place, le 9 mai, à un cabinet de transition composé de technocrates.

Europe

Philippe Ricard

Ce n'est pas la première fois qu'un dirigeant et son gouvernement perdent la main en pleine présidence. En 1995, François Mitterrand avait dû passer le flambeau à Jacques Chirac. Mais, cette fois-ci, l'équipe démissionnaire ne cesse de croiser le fer avec son grand rival, le très eurosceptique président de la République, Vaclav Klaus.

Le pourfendeur du traité de Lisbonne ne cesse de se rappeler au bon souvenir de ceux qui, à Prague, Paris, Berlin ou Bruxelles, ont tout fait pour le marginaliser. M. Topolánek espère-t-il quitter en beauté son poste en lançant un « partenariat oriental » avec six anciennes républiques d'Union soviétique, le 7 mai à Prague ?

M. Klaus annonce qu'il ne serrera pas la main de son homologue biélorusse, l'autoritaire Alexandre Loukachenko. Une façon de mettre du sel sur les divisions européennes, alors que de nombreuses capi-

Personne ne sait qui pilotera la délégation européenne lors des prochains rendez-vous

tales voient d'un mauvais œil la présence à Prague du « dernier dictateur d'Europe » et espèrent que c'est son premier ministre qui fera le déplacement.

M. Klaus entend aussi jouer un rôle lors des sommets prévus au printemps avec le Canada, la Russie, la Corée du Sud, la Chine, voire les Etats-Unis. Le prochain chef de gouvernement, Jan Fischer, est inconnu sur la scène européenne. Il aura du mal à s'appuyer sur les ministres de M. Topolánek les plus impliqués dans la présidence européenne. Mais cet ancien directeur de l'Office des statistiques tchèques et ses homologues européens ne veulent pas laisser la vedette au président tchèque.

Résultat : alors que M. Sarkozy avait su donner de la voix au nom des Vingt-Sept face aux Etats-Unis et à la Russie, personne ne sait encore qui pilotera la délégation européenne lors des prochains rendez-vous. L'un ou l'autre sommet pourrait être différé. Une vacance du pouvoir du plus mauvais effet à quelques semaines des élections européennes.

Mais les mésaventures de la présidence tchèque apportent de l'eau au moulin des partisans du traité de Lisbonne. Rejeté par l'Irlande, en suspens à Prague, le texte prévoit la création d'une présidence stable de l'Union pour deux ans et demi.

Si le traité entre un jour en vigueur, M. Sarkozy aimerait, contre l'avis d'Angela Merkel, confier le poste à Tony Blair, pour donner de l'entregent à la fonction. C'est compter sans les aléas de la vie politique tchèque. Dans la bataille engagée à Prague, le sort du traité est incertain. A moins que la classe politique pragoise ne se mette d'accord pour sauver l'honneur avant de passer la main à la Suède, le 1^{er} juillet. ■

Courriel : ricard@lemonde.fr

Le blogueur coréen Minerve, oracle déchu de l'information économique, évite la prison

Minerve est libre. Le blogueur sud-coréen Park Dae-sung, qui diffusait des informations économiques sous le pseudonyme de la déesse romaine de la sagesse, a été relâché le 20 avril. Les juges ont estimé que les preuves n'étaient pas suffisantes pour l'envoyer crouler dix-huit mois en prison, la peine requise par l'accusation pour avoir diffusé de fausses informations dans le but de porter atteinte à l'intérêt public (Le Monde des 7 et 16 janvier).

Minerve a diffusé ses premiers « posts » économiques en juillet 2008 sur le forum de discussions Agora, hébergé par le très populaire portail Daum. Quelques coups d'éclat, comme l'annonce de la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers avant qu'elle n'arrive ou celle de l'effondrement du won face au dollar, ont fait oublier ses nombreuses erreurs et bâti sa légende. Au pic de sa popularité, il était lu par quelque 370 000 internautes. Certains l'ont même élu « cyber président de l'économie ».

Un chômeur de 31 ans

L'aura du personnage bénéficiait du mystère sur son identité. Lui se présentait comme un ancien courtier résidant à l'étranger. L'autre l'imaginaient en fonctionnaire hostile à la politique gouvernementale. Park Dae-sung était en réalité un chômeur de 31 ans qui glanait ses informations sur Internet.

Le succès rencontré par Minerve a fini par gêner en hauts lieux et le blogueur a fini sous les verrous le 8 janvier. Le gouvernement du président Lee Myung-bak s'est alors vu accusé de porter atteinte à la liberté d'expression. Un sentiment renforcé par son projet de loi contre la « cyber-diffamation », proposé dans la lignée du succès de Minerve.

Le texte veut obliger les internautes à dévoiler leur identité et sanctionner les personnes proférant des insultes d'un maximum de trois ans de prison et d'une amende de 30 millions de wons (235 000 euros). Le président de la Commission coréenne des communications, See-joong Choi, y voit un moyen d'« éviter de nouveaux Minerve ».

La perspective de l'adoption du texte a déjà incité Google à empêcher les internautes de poster des vidéos et des commentaires sur le site coréen de sa filiale YouTube.

Hwang Guen, professeur spécialiste de la communication à l'université Sunmoon, s'inquiétait dans le quotidien Korea Times du 21 avril des sanctions prévues, qui « peuvent s'appliquer de manière totalement arbitraire ». En Corée du Sud, l'influence acquise par Internet et sa capacité à mobiliser l'opinion sont extrêmement importantes. Le projet de loi, qui a de grandes chances d'être adopté, pourrait sonner le glas de cette liberté de ton. ■

Philippe Mesmer
(Tokyo, correspondance)

De plus en plus pessimiste, le FMI prévoit une baisse du PIB mondial en 2009

Faute de relance suffisante, la zone euro connaîtrait une récession plus grave que les Etats-Unis

Washington
Envoyé spécial

Nous prévoyons que l'économie mondiale recule de 1,3 % en 2009, sa pire performance de l'après-guerre », a commenté Olivier Blanchard, l'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), en présentant le Panorama économique mondial, mercredi 22 avril, à Washington.

Le FMI confirme ainsi le pessimisme dont il a fait constamment preuve depuis un an. En janvier, il pensait pourtant que la planète échapperait à la récession et qu'une croissance symbolique de +0,5 % serait enregistrée en 2009. Il lui faut en rabattre une fois de plus, car la crise fait rage dans les économies développées (-3,8 % en 2009) malgré une réelle résistance des économies émergentes et en développement (+1,6 %), notamment grâce à l'Afrique (+2 %) et bien sûr à l'Asie (+4,8 %), tirée par une Chine toujours vigoureuse (+6,5 %) et une Inde qui amortit le choc (+4,5 %). En revanche, l'Amérique latine bascule (-1,5 %).

La crise financière a miné la confiance des acteurs économiques et fait chuter les Etats-Unis (-2,8 %), premiers responsables de

la tourmente. Mais le manque de coordination des politiques de relance se paie dans la zone euro par un recul encore plus marqué (-4,2 %, dont -3 % pour la France). Les déséquilibres monétaires et budgétaires de l'Europe centrale et orientale y provoquent un coup d'arrêt sévère (-3,7 %).

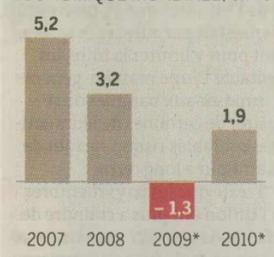
Le FMI note que le commerce mondial s'effondre à toute allure (-11 %), d'où les résultats catastrophiques des champions de l'exportation, pour les produits manufacturés le Japon (-6,2 %) et l'Allemagne (-5,6 %), pour les matières premières la Russie (-6 %).

Exercice d'équilibriste

« La croissance redeviendra positive dans les pays développés en 2010 et renouera avec des niveaux normaux à la fin de cette année-là », a annoncé M. Blanchard. Malheureusement, cette très lente convalescence des grandes économies (0 % de croissance en 2010, dont +0,4 % pour la France) ne permettra pas de stopper la montée du chômage dont le taux poussera en 2010 au-delà des 10 % dans la plupart des économies avancées : 19,3 % en Espagne, 13 % en Irlande, 11,7 % en Slovaquie, 11 % au Portugal, 10,8 % en Allemagne, 10,5 % en

Un violent recul

ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE, en %



SOURCE : FMI * PRÉVISIONS

Belgique, Italie et Grèce, 10,3 % en France et 10,1 % aux Etats-Unis.

Dans ses commentaires, M. Blanchard s'est livré à un difficile exercice d'équilibriste. Il ne fallait pas étrangler la confiance qui a commencé à revenir avec le G20 du 2 avril à Londres. Les « hirondelles » et les « bouts de tunnel » célébrés de plus en plus bruyamment par les gouvernements ont le vertu de donner aux ménages l'envie de consommer à nouveau et aux entrepreneurs de reprendre leurs investissements. L'économiste en chef du FMI a donc applaudi les réponses politiques à la crise et, en

particulier, les plans de relance qui ont enfin atteint les 2 % fatidiques du produit intérieur brut des pays du G20, taux préconisé par le Fonds pour soutenir la demande anémique.

Mais M. Blanchard était aussi chargé de tuer dans l'œuf les tentatives de soulagement et de démobilitation que suscitent chez les gouvernants les prémices d'un mieux. Aussi a-t-il rappelé que l'économie mondiale était écartelée entre deux forces, « l'une qui la tire vers le bas ; l'autre qui la tire vers le haut » et que, des deux, la plus puissante demeurait la force dépressive.

Il a souligné que le système financier reste très malade et que « plus cela durera, plus longue et plus grave sera la récession, plus cela aggravera l'état du système financier ».

S'ils veulent éviter que s'installe ce cercle vicieux potentiellement catastrophique, les gouvernements doivent mettre en application beaucoup plus vite qu'ils ne le font les politiques d'assainissement « qui vont du cantonnement des actifs toxiques à la recapitalisation des institutions financières ». Le FMI persiste à sonner le tocsin pour éviter le pire. ■

Alain Faujas

Devant le succès des applications pour iPhone lancées par Apple, la concurrence se mobilise

Le site AppStore propose services et jeux à télécharger. Google ou Microsoft veulent faire de même

Finance

Le directeur financier de Freddie Mac a été retrouvé mort

Davic Kellermann (41 ans), le directeur financier du groupe de crédit immobilier semi-public Freddie Mac, a été retrouvé mort, mercredi 22 avril à l'aube, à son domicile de Reston, en Virginie. La thèse du suicide est évoquée par plusieurs médias américains. M. Kellermann travaillait depuis plus de seize ans pour Freddie Mac, dont il avait été nommé directeur financier par intérim en septembre 2008. Il avait travaillé sur ce nombreux dossiers comptables et financiers depuis 2003, année où les instances de régulation avaient établi des irrégularités dans l'enregistrement de pertes dans le bilan de la compagnie. Eric Holder, l'Attorney General (l'équivalent du ministre de la justice), a indiqué n'avoir aucune information sur d'éventuels liens entre le décès de M. Kellermann et les investigations en cours.

L'administration fédérale était intervenue en septembre 2008 pour prendre le contrôle de Freddie Mac et de Fannie Mae, autre société de financement du crédit immobilier, toutes deux menacées par l'effondrement du marché de l'immobilier et la crise des subprimes. Ces deux compagnies soutenues par le gouvernement étaient impliquées dans la moitié environ de la totalité du marché américain du crédit immobilier. (Reuters.) ■

Gérard Mestrallet : « Il faut arrêter de tirer à vue sur les banques »

Gérard Mestrallet, le président de l'association Paris Europlace et PDG du groupe GDF Suez, estime qu'« il faut arrêter, en France, de tirer à vue sur les banques », dans un entretien paru dans Le Figaro du jeudi 23 avril. Selon le dirigeant, les banques françaises ont fait moins d'erreur que leurs homologues britanniques, américaines ou allemandes et sont la clé du bon financement des entreprises petites et grandes. Paris Europlace a entrepris différents chantiers destinés à dégraisser les circuits de financement de l'économie.

L'Union européenne fixe de nouvelles règles comptables pour les assureurs

L'Union européenne a adopté, mercredi 22 avril, la directive « Solvabilité II » fixant aux compagnies d'assurance de nouvelles règles comptables censées réduire le risque et mieux protéger les assurés. Les parlementaires ont aussi débattu d'un texte qui prévoit l'enregistrement et la surveillance des agences de notation, un nouveau texte qui devait être adopté par le Parlement jeudi 23 avril. (Reuters.)

Etats-Unis Une commission d'enquête sera chargée d'analyser les causes de la crise

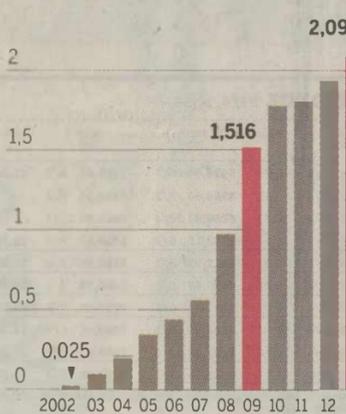
Le Sénat américain a voté, mercredi 22 avril, la création d'une commission indépendante chargée d'examiner les causes de la crise, sur le modèle de celle instaurée après le 11-Septembre. Elle aura dix-huit mois pour examiner les causes de la crise et faire ses recommandations pour éviter que cela ne se reproduise. Elle sera composée d'experts financiers ainsi que de députés et sénateurs républicains et démocrates.

Agrialimentaire Les éleveurs de porcs réclament un revalorisation des prix

Plusieurs centaines d'éleveurs de porcs de l'Ouest ont manifesté, mercredi 22 avril à Saint-Brieuc, contre le prix du porc qu'ils jugent trop bas. Ils réclament un prix minimum de 1,30 euro le kilo de cochon, contre 1,20 euro en moyenne actuellement. Selon la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA), 15 % des producteurs de porcs sont en cessation de paiement ou en passe de l'être. (AFP.)

Le marché mondial explose, la gratuité s'installe

MARCHÉ DES APPLICATIONS POUR TÉLÉPHONE MOBILE, en milliards de dollars

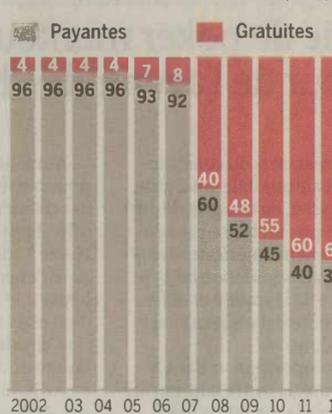


SOURCE : STRATEGY ANALYTICS

NOMBRE D'APPLICATIONS TÉLÉCHARGÉES, en milliards



RÉPARTITION DU NOMBRE TOTAL D'APPLICATIONS TÉLÉCHARGÉES, en %



J eudi 23 avril, les équipes d'Apple devaient fêter le milliardième téléchargement d'une application de l'AppStore. Un record, neuf mois après le lancement de ce magasin virtuel accessible depuis l'iPhone, le téléphone à écran tactile de la société californienne. La facilité d'accès et l'abondance de l'offre expliquent une adoption si rapide : l'AppStore est accessible en un seul clic depuis l'écran d'accueil du téléphone et propose plus de 25 000 applications différentes, gratuites ou payantes : des versions adaptées au téléphone de sites très populaires (Facebook, YouTube, etc.) aux jeux, en passant par une foule de modules pratiques (comparateurs de prix, traducteurs) ou parfaitement inutiles (coussin péteur...).

Face à cet incontestable succès, la concurrence se mobilise. Nokia, RIM (fabricant du BlackBerry), Microsoft ou Google, tous annoncent le lancement de magasins d'applications pour les téléphones. Pas question de laisser Apple raffler l'essentiel de la valeur sur « l'Internet mobile », l'accès, via un mobile, à des services qui n'étaient jusqu'à présent disponibles que sur un ordinateur. Un marché encore modeste mais pro-

metteur. Et un enjeu considérable, si les téléphones supplantent un jour les ordinateurs comme premiers terminaux d'accès au Web.

Pour les constructeurs de téléphones Nokia et RIM, il s'agit surtout de vendre des terminaux. C'est la stratégie d'Apple, qui se cantonne, sur l'AppStore, au rôle de distributeur, laisse les développeurs tiers choisir le prix de vente de leurs applications (beaucoup sont gratuites) et leur reverse 70 % de ce montant si elles sont payantes. « L'objectif est de mettre à disposition le plus de services possibles pour inciter les clients, le jour où ils changent de téléphone, à racheter la même marque de peur de perdre leurs applications », selon Pierre Péladeau, vice-président de Booz & Company.

Créer un marché publicitaire

Nokia, premier constructeur mondial de téléphones, qui a pâti de l'arrivée de l'iPhone (il a perdu 10 points de parts de marché sur les téléphones haut de gamme entre 2007 et 2008, à 40,8 % des ventes fin 2008, selon Gartner) devrait lancer son « Ovi Store » sur la gamme de téléphones N97 début mai, avec « plusieurs dizaines de milliers » d'applications. RIM, qui a

relativement bien résisté à l'iPhone grâce à une diversification vers des téléphones plus grand public, a lancé son « BlackBerry AppWorld » le 1^{er} avril aux Etats-Unis.

Le géant de l'Internet Google cherche à reproduire sur le mobile la domination qui est la sienne sur la publicité en ligne (il capte environ un tiers des dépenses globales sur le Web des annonceurs). Il a pour cela mis au point Android, un système d'exploitation « ouvert » (les développeurs peuvent le modifier librement) livré gratuitement aux fabricants de téléphones. Et lancé un Android Market. Le but est de contribuer au décollage des usages de l'Internet mobile pour qu'émerge un marché publicitaire. Les premiers terminaux équipés (de la marque HTC) arrivent sur le marché français (déjà chez Orange, début mai chez SFR).

Enfin, Microsoft, premier éditeur mondial de logiciels, poursuit une double stratégie. D'abord, développer sur le mobile des systèmes d'exploitation aussi incontournables que ceux qu'il a créés pour les ordinateurs personnels. Un pari pas évident : pour l'instant, c'est Symbian, le système d'exploitation de Nokia, qui tient le haut du pavé. Microsoft tente donc d'em-

barquer Windows Mobile (payant) dans le plus de téléphones possibles. L'éditeur veut aussi distribuer des services mobiles gratuits, en les finançant par de la publicité. Il prépare pour septembre, conjointement avec plusieurs constructeurs de terminaux, le lancement de Windows Phones, dotés de Windows Market, proposant d'emblée « au moins » 20 000 applications.

Et les opérateurs mobiles dans tout ça ? Les magasins virtuels stimulent les usages et le trafic sur l'infrastructure télécom (qu'ils fournissent), leur permettant ainsi de gagner plus par abonné. Mais ils ont pour l'instant en partie perdu la main sur les services mobiles.

Orange, pourtant jusqu'à il y a peu distributeur exclusif de l'iPhone en France, aurait ainsi, selon plusieurs sources, mis des mois avant de faire accepter par Apple son application « TV d'Orange ». « Ne perdons pas de vue que les services mobiles ne concernent encore que les téléphones haut de gamme, 10 % environ du parc de mobiles dans le monde et que sur les téléphones restants, les opérateurs ont encore le droit de les paramétrer comme ils l'entendent », nuance Laurent Gefroy, de Greenwich Consulting. ■

Cécile Ducourtieux

Le point de vue de l'agence économique et financière

Breakingviews.com

Du mauvais usage des règles de concurrence européennes

La Commission européenne a peut-être surestimé ses capacités en voulant soumettre les plans de sauvetages bancaires de l'Union à la toise stricte de ses règles de concurrence - cela en dépit de l'ampleur de la crise actuelle. Il était naturel que les pays concernés protestent. Mais malgré le manque de subtilité de la Commission, le véritable problème est que l'exécutif européen ressemble plutôt à un tigre de papier.

Bruxelles veut imposer un rétrécissement de leur bilan aux banques qui recevraient de l'argent public. Ce principe peut conduire à des conséquences curieuses s'il amène les banques de l'Union européenne à s'enfermer dans leurs frontières nationales. C'est ce qui explique la critique sévère d'Axel Weber, le gouverneur de la Bundesbank, dans un entretien publié mercredi 22 avril dans la *Financial Times*. Le président de la banque centrale allemande y affirme que c'est toute la zone euro qui doit être considérée comme un marché unique.

M. Weber semble avoir à l'esprit les conditions qui seraient posées par la Commission à son approbation du plan de sauvetage de Bayern LB, la banque régionale allemande qui doit bénéficier d'un plan d'aide de quelque 30 milliards d'euros. Bruxelles exigerait en effet que Bayern LB se sépare de ses filiales en Hongrie et dans l'ancienne Yougoslavie.

Le patron de la Bundesbank énonce une évidence quand il affirme que les règles de concurrence ne devraient pas s'appliquer lors d'une crise systémique de la même manière qu'en temps ordinaires. Si l'Europe est vraiment un marché, la volonté de la Commission que les banques se

concentrent sur leurs territoires nationaux frise le ridicule. Dans le cas de Bayern LB, s'y ajoute la contradiction de vouloir imposer à une banque de se retirer d'Europe de l'Est, alors que l'Union européenne fait par ailleurs ce qu'elle peut pour y limiter la fuite des capitaux. D'une manière générale, imposer aux banques de se séparer de certaines de leurs activités rentables risque surtout de les affaiblir à long terme.

Il reste que les pays membres de l'Union ont plus à craindre de la faiblesse de la Commission que de l'usage maladroit de sa puissance.

Si l'Europe est vraiment un marché, la volonté de la Commission que les banques se concentrent sur leurs territoires nationaux frise le ridicule

Pour commencer, Bruxelles n'a pas les moyens de faire respecter ses décisions en matière d'aides publiques - tout au plus le pouvoir d'intenter des actions en justice, et d'en attendre le résultat. En second lieu, la Commission présidée par José Manuel Barroso est en fin de mandat, et politiquement affaiblie.

Le danger le plus sérieux réside dans la tentation des membres de l'Union de s'affranchir des règles de concurrence, prétextant l'urgence et la crise. Ce qui ne les empêchera d'ailleurs pas, si le marché européen tourne un jour au Far West, de se précipiter pour réclamer le retour du shérif. ■

Pierre Briançon

Partie de poker menteur autour de l'avenir de Chrysler

Les créanciers du constructeur automobile américain Chrysler, en très grande difficulté, ont pris le contre-pied du gouvernement américain. Ils ont proposé une annulation de 35 % de la dette de la société en échange d'une entrée dans le capital à hauteur de 40 %.

Cette proposition va dans le sens opposé de l'offre faite par Steve Rattner - le conseiller pour l'automobile de Barack Obama - de renoncer à 85 % du montant total des créances sur Chrysler.

Désormais, M. Rattner n'a plus que jusqu'à la fin du mois d'avril pour prendre position sur le sort de Chrysler, avant l'expiration du

Le conseiller pour l'automobile de M. Obama doit prendre position sur le sort du constructeur avant la fin avril

délaï accordé pour trouver un plan de restructuration viable. Une situation qui s'annonce très délicate.

Le conseiller pour l'automobile du président américain pourrait essayer de forcer les créanciers à accepter son offre initiale, quitte à mettre en péril la confiance du marché dans les prêts garantis par Washington. Mais l'ensemble des mesures visant à maintenir l'offre de crédit seraient alors sérieusement compromises.

Il s'agit donc d'un scénario peu probable, d'autant plus que le gouvernement l'aurait déjà envisagé il y a un mois, pour finalement l'abandonner.

Autre possibilité : M. Rattner pourrait rejeter d'emblée l'offre des créanciers ou faire une contre-offre. Mais toute alternative semblable à l'offre faite initialement ne serait pas susceptible de faire bouger les créanciers : dans le cas d'un placement sous la protection de la loi américaine sur les faillites, ou encore dans le cas d'une liquidation - par la vente des actifs gagés contre les prêts - les créanciers estiment qu'ils pourraient récupérer 65 centimes pour un dollar prêt.

Ce scénario extrême serait susceptible de conduire à la faillite de Chrysler, entraînant son flot de pertes d'emplois dans le Midwest des Etats-Unis, une région majoritairement démocrate.

Autre alternative alors : M. Rattner pourrait revenir sur son offre et entamer des négociations plus substantielles avec les créanciers. Mais son action serait sans doute perçue comme un signe de faiblesse quand viendra l'heure de pourparlers avec les créanciers de General Motors, le plus grand concurrent de Chrysler. En effet, les créanciers de GM se retrouveraient alors en position de force.

Evidemment, si en donnant la priorité à la restructuration de Chrysler, la stratégie de M. Rattner est de donner un signal fort aux parties prenantes chez GM, cela signifie que son choix est en faveur de l'option du juge des faillites. Dans le cas contraire, sa tactique pourrait bien se retourner contre lui. ■

Antony Currie
(Traduction de Séverine Gautron)

Sur breakingviews.com
Plus de commentaires sur l'actualité économique et financière

La vie des entreprises

Luxe Les ventes de LVMH chutent au premier trimestre

Le chiffre d'affaires de LVMH, numéro mondial du luxe, est resté stable de 0,4 % au premier trimestre, à 4,018 milliards d'euros au premier trimestre, freiné par une chute des ventes de champagne (-35 %), de cognac (-21 %) et de montres et de bijoux (-27 %), a-t-il annoncé, mercredi 22 avril. La marque phare Louis Vuitton a, elle, résisté affichant une croissance de 11 %. LVMH, s'attend à ce que l'environnement économique reste « difficile » en 2009.

Distribution Les ventes de Casino reculent sur les trois premiers mois

Le groupe de distribution Casino a annoncé, mercredi 22 avril, une baisse de son chiffre d'affaires de 3,3 %, à 6,62 milliards d'euros. En France, les ventes sont en recul de 5,6 %, à 4,2 milliards d'euros tandis qu'à l'international, le chiffre d'affaires augmente de 1 %, à 2,41 milliards. Les hypermarchés Géant Casino enregistrant la plus forte chute (-13,3 %). « La détérioration de l'environnement économique a accentué les tendances observées au cours des trimestres précédents », souligne le groupe.

Internet News Corp annonce la démission du directeur général de MySpace

Le groupe de médias News Corporation, qui a racheté le site MySpace en 2005, a annoncé, mercredi 22 avril, le départ « dans un proche avenir » et « d'un commun accord », du cofondateur et directeur général du site de socialisation MySpace, Chris DeWolfe. L'autre fondateur du site, Tom Anderson, aujourd'hui président, est en discussions avec la direction pour une réaffectation au sein du groupe. Ce changement intervient alors que MySpace,

Automobile

Porsche n'aurait plus les moyens de prendre le contrôle de Volkswagen

Les difficultés de l'allemand Porsche à financer son rachat de Volkswagen conduit ce dernier à étudier une reprise du constructeur de voitures de sport, affirmé, jeudi 23 avril, le *Financial Times Deutschland* et le *Financial Times*, citant des sources proches de VW. Il s'agirait d'un complet retournement de situation : Porsche détient actuellement un peu plus de 50 % du groupe de Wolfsburg (nord) et veut faire grimper sa participation à 75 % à l'avenir.

Mais la marque de voitures de sport n'a plus les moyens de ses ambitions. D'abord, le constructeur n'a pas réussi à mettre la main sur la trésorerie de Volkswagen pour financer l'opération du fait de l'opposition du Land de Basse-Saxe, qui détient 20 % de VW. Ensuite, la dette de Porsche a explosé depuis six mois, passant de 3 à 9 milliards d'euros. Sous la pression des banques, Porsche a renouvelé en mars une ligne de crédit de 10 milliards d'euros. Mais en échange, le constructeur aurait été obligé de mettre en gage des actions Volkswagen, indique l'hebdomadaire *Der Spiegel* du 20 avril.

Deux scénarios se profilent désormais. Le premier consiste à fusionner Porsche et VW dans une holding commune mais dans laquelle Porsche n'aurait plus la majorité. Seconde hypothèse sur laquelle travaille VW : une prise de contrôle pure et simple par VW de Porsche, qui deviendrait ainsi la dixième marque de Volkswagen. ■ Stéphane Lauer

pionnier des sites de socialisation, s'est fait distancer ces derniers mois par le concurrent Facebook, fondé en 2004. - (AFP)

Matières premières Bolloré veut investir dans le lithium en Bolivie

Bolloré, a proposé d'investir 1,2 milliard de dollars (920 millions d'euros) en Bolivie pour l'exploitation du lithium, un métal dont le pays andin assure détenir les principales réserves mondiales, a annoncé mercredi 22 avril, le vice-ministre des mines, Eugenio Mendoza. « Nous allons analyser la proposition », a précisé M. Mendoza à l'issue d'une première réunion technique avec les représentants de Bolloré. - (AFP)

Automobile Dassault songe à céder son activité sur le véhicule électrique

Le Groupe industriel Marcel Dassault (GIMD) cherche à céder à un constructeur ou à un équipementier

son savoir-faire dans la voiture électrique, grâce auquel il a développé les prototypes Cleanova et Cleanbat, faute de quoi il arrêterait les frais à la fin de l'année, indique le magazine *Challenge* du 23 avril. Le holding de l'avionneur a investi « plusieurs dizaines de millions d'euros » dans cette activité, et repris il y a trois ans le site Heuliez de Massy (Essonne).

Télécommunications Webhelp va créer 250 emplois sur son site de Fresnel

L'opérateur international de centres d'appels Wehelp, spécialiste de la relation client, devait poser, jeudi 23 avril, la première pierre de son nouveau site français près de son centre historique de Caen. L'objectif du groupe est de porter à 250 le nombre d'emplois créés en 2012. Selon les fondateurs du groupe, « la création du site de Fresnel permettra de porter le nombre total des effectifs cennais à 700 emplois d'ici à 2011. »

Aéronautique Le résultat trimestriel de Boeing a été divisé par deux

Le constructeur aéronautique américain Boeing a publié, mercredi 22 avril, un résultat trimestriel en baisse de moitié par rapport à son exercice précédent à 610 millions de dollars (469 millions d'euros) contre 1,21 milliard un an plus tôt. Ce résultat est essentiellement dû aux reports et annulations de commandes qui se multiplient de la part des compagnies aériennes. Pour le premier trimestre, l'avionneur a enregistré 3 annulations pour 28 commandes. Boeing a par ailleurs précisé qu'il programmait toujours le premier vol du 787 Dreamliner pour le deuxième trimestre. - (AFP)

L'avionneur suédois Saab, en perte, va supprimer 300 emplois

L'avionneur civil et militaire suédois Saab a annoncé, jeudi 23 avril, la suppression de 300 nouveaux emplois en Suède en raison des faibles commandes d'avions commerciaux, après une troisième perte trimestrielle consécutive. - (AFP)

Marchés

LES BOURSES DANS LE MONDE 23/4, 9h54

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2009	Mini 2009	PER			
FRANCE	CAC 40	3003,15	23/4	0,73	3426,04	6/1	2465,46	9/3	11,20
	CAC Mid100	4598,80	23/4	-0,12	4754,64	7/1	3744,35	9/3	
	CAC Small 90	4284,83	22/4	0,73	4284,83	22/4	3465,08	10/3	
	SBF 250	2141,74	22/4	1,74	2382,16	6/1	1780,09	9/3	11,70
ALLEMAGNE	DAX Index	4552,16	23/4	-0,92	5111,02	6/1	3588,89	9/3	13,60
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	4019,21	23/4	-0,28	4675,68	6/1	3460,71	9/3	11,50
SUISSE	Swiss market	5064,50	23/4	0,02	5881,47	6/1	4234,96	9/3	11,50
ETATS-UNIS	Dow Jones ind.	7886,57	23/4	-1,04	9088,06	6/1	6469,95	6/3	14,20
	Nasdaq composite	1646,12	22/4	0,14	1682,24	17/4	1265,52	9/3	20,80
JAPON	Nikkei 225	8847,01	23/4	1,37	9325,35	7/1	7021,28	10/3	41,50

PER : Price Earning Ratio (ou cours/bénéfice) : cours de Bourse divisé par le bénéfice par action estimé pour l'exercice courant. PER : FactSet ICF Estimates ; données : La Cote Bleue. n/d : valeur non disponible.

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
DOLLAR US	1,3009	1,3011
YEN	127,6900	127,7200
COURONNE TCHÈQUE	26,8810	26,9010
COURONNE DANOISE	7,4487	7,4497
LIVRE STERLING	0,8931	0,8935
FORINT HONGROIS	297,1200	298,1200
ZLOTY POLONAIS	4,4030	4,4130
COURONNE SUÉDOISE	10,9840	10,9910
FRANC SUISSE	1,5181	1,5187
COURONNE NORVÉGE	8,7290	8,7350
ROUBLE	43,8690	43,9690
LIVRE TURQUE	2,1311	2,1411
DOLLAR AUSTRALIEN	1,8382	1,8392
DOLLAR CANADIEN	1,6124	1,6134
YUAN CHINOIS	8,8817	8,8917
WON SUD-CORÉEN	1755,1000	1756,1000
DOLLAR NÉO-ZÉLANDE	2,3284	2,3384
RAND SUD-AFRICAIN	11,5625	11,5724

OR

JEUDI 23 AVRIL 9h54	Cours	% var.
ONCE D'OR EN DOLLAR	877,00	0,75

PÉTROLE

JEUDI 23 AVRIL 9h54	Cours	% var.
LIGHT SWEET CRUDE	48,73	-0,25

TAUX

	TAUX D'INTÉRÊT LE 23/4			
	Taux 12 mois	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	0,95	1,41	3,65	4,31
ROYAUME-UNI	0,59	1,50	3,07	4,33
ITALIE	0,95	1,41	4,36	5,35
ALLEMAGNE	0,95	1,41	3,21	4,06
JAPON	0,18	0,56	1,46	2,26
ETATS-UNIS	0,21	1,10	2,95	3,96
SUISSE	0,10	0,40	2,06	2,59

VALEURS DU CAC40

Jeudi 23 avril 9h45										
Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code ISIN		
ACCOR	29,95	30,29	-1,12	-14,70	37,50	25,20	3,15	FR0000124004		
AIR FRANCE-KLM	8,81	8,86	-0,63	-3,96	10,24	6,21	0,58	FR0000011222		
AIR LIQUIDE	65,11	65,84	-1,10	-0,51	68,90	55,02	2,25	FR0000120073		
ALCATEL-LUCENT	1,83	1,87	-2,45	19,24	1,87	0,87	0,16	FR0000130007		
ALSTOM	45,90	47,15	-2,66	9,33	48,57	33,38	1,60	FR001022475		
ARCELORMITTAL	21,04	20,97	0,33	23,76	22,91	12,57	0,16	LU0323130006		
AXA	11,63	11,77	-1,15	-26,60	17,35	5,71	1,20	FR0000126228		
BNP PARIBAS ACT.A	36,97	37,75	-2,08	22,20	40,85	20,66	3,35	FR0000131004		
BOUYGUES	31,99	32,49	-1,54	5,93	34,60	21,77	1,50	FR0000125003		
CAP GEMINI	26,68	27,20	-1,91	-2,98	29,94	21,12	1,00	FR0000153338		
CARREFOUR	28,60	28,80	-0,71	3,92	31,24	22,06	1,08	FR0000101712		
CREDIT AGRICOLE	10,09	10,24	-1,46	26,12	11,07	5,90	1,20	FR0000050722		
DANONE	36,19	36,30	-0,30	-16,19	45,81	33,08	1,10	FR0000106444		
DEXIA	3,92	3,90	0,59	22,59	4,50	1,10	0,68	BE0000376134		
EADS	9,85	9,90	-0,53	-18,11	14,40	8,12	0,10	NL000025190		
EDF	32,81	33,13	-0,95	-20,93	44,15	26,55	0,64	FR0010225111		
ESSILORINTI	30,60	30,05	1,83	-8,85	35,26	26,08	0,62	FR0000116667		
FRANCE TELECOM	16,41	16,55	-0,85	-17,81	20,83	16,16	0,60	FR0000133008		
GDF SUEZ	24,39	24,59	-0,79	-30,94	36,00	22,70	0,80	FR0010284888		
LAFARGE	41,90	41,83	0,17	11,23	45,48	26,07	4,00	FR0000105377		
LAGARDERE	23,97	24,06	-0,37	-17,34	31,91	19,11	1,30	FR0000102013		
L'OREAL	51,27	50,27	2,00	17,70	65,39	46,00	1,44	FR0000103211		
LVMH MOET HEN.	51,99	53,00	-1,91	8,83	55,79	39,08	0,35	FR0000110104		
MICHELIN	34,90	35,06	-0,46	7,11	40,25	22,69	1,60	FR0000121261		
PERNOD RICARD	41,44	42,08	-1,53	-21,78	56,00	38,81	0,69	5 FR0000206993		
PEUGEOT	16,78	17,31	-3,06	38,11	19,41	11,43	1,50	FR0000215011		
PPR	56,91	57,80	-1,52	22,14	59,91	36,25	3,45	FR000021485		
RENAULT	22,20	22,22	-0,11	19,65	24,19	10,16	3,80	FR0000131906		
SAINT-GOBAIN	27,05	27,07	-0,06	-11,31	33,35	16,65	2,05	FR000025007		
SANOFI-AVENTIS	40,79	40,40	0,98	-10,15	49,93	38,42	2,20	FR000020578		
SCHNEIDER ELECTRIC	53,99	52,99	1,89	1,87	58,00	41,30	3,30	FR000021972		
SOCIETE GENERALE	36,36	37,00	-1,73	1,00	39,85	18,24	0,90	FR000030809		
STMICROELECTRONICS	5,02	5,03	-0,14	5,08	5,28	2,97	0,08	NL000026223		
SUEZ ENVV	12,09	12,18	-0,74	0,33	13,29	9,70	n/d	FR001003471		
TOTAL	35,78	35,80	-0,07	-8,04	42,47	34,25	1,14	FR0000202721		
UNIBAIL-RODAMCO	115,45	116,15	-0,60	8,40	120,60	85,80	1,75	FR0000247111		
VALLOUREC	82,71	83,41	-0,83	2,11	98,18	52,52	7,00	FR000024354		
VEOLIA ENVIRON.	19,61	19,93	-1,58	-11,64	23,09	15,00	1,21	FR0000241411		
VINCI	32,22	32,65	-1,30	7,40	32,74	24,6				